

ETHIQUE ET ENGAGEMENT POLITIQUE POUR LA PAIX EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (R.D.C.)

[ETHIC AND POLITICAL ENGAGEMENT FOR PEACE IN DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO]

MUSHAGALUSA MUDEKEREZA

Institut Supérieur d'Etudes Agronomiques et Vétérinaires (ISEAV / WALUNGU),
Bukavu, Sud-Kivu, Bukavu, RD Congo

Copyright © 2017 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The political and economic crisis that the Democratic Republic of Congo is faced to nowadays after fifty-six years is worrying to the extent that it is increasing. Violations rights are mentioned day to days in every corners of the country. International N.G.O. never stop reporting balances of violations and sometimes they are contested by authorities of the countries.

Congolese citizen finds that he is very embarrassed and lived in bad condition in his proper country without a better future. The consequences of that crisis are considered differently according to social position of each citizen. To authorities we mention a fair of future, instability of actions and remedy to antitrust as lie, corruption, embezzle of public funds, fallacious promises... To people, ignorance of rights, fanaticism, fear is added and increase misery which a large party of population is plunged in.

Face to that disconcerting politico-economic situation, the look of the way to go out becomes an obligation for every Congolese. It's in this case that is intended this research that its foundation is philosophic.

We consider that the crisis problem in the DRC is reliant of the loss of realistic political engagement which could consist:

- To leaders a culture of true, sense of service and respect. They have to consider the power, not as career but as warrant to use for a profit of all citizens.
- To citizens, to engage with courage, without fanaticism to fight injustice and violation of their right.
- To International powers, to lead the democratic process by knowing that Congolese are able to take charge of their situation. Then, International powers will avoid imposing themselves in politic life of the Democratic Republic of Congo.

KEYWORDS: Ethic, politic, peace, DRC.

RESUME: La crise politique et économique dont souffre actuellement la R.D.C. après cinq décennies de son indépendance est inquiétante d'autant plus qu'elle va en croissant. Les violations des droits humains sont signalées presque chaque jour dans tous les coins du pays. Les ONG internationales ne cessent de dénoncer des bilans macabres et se trouvent parfois contester par les autorités du pays. Les citoyens congolais se trouvent aujourd'hui très embarrassés et se sentent mal lotis au monde au vue d'une vie sans avenir qu'ils mènent.

Les conséquences de cette crise sont ressenties différemment selon la position sociale de chaque citoyen. Chez les dirigeants on remarque une crainte de l'avenir, une instabilité des actions et un recours constant aux antivaleurs comme le mensonge, la corruption, le détournement des deniers publics, les promesses fallacieuses, etc. Chez les administrés, l'ignorance des droits, le fanatisme, la peur viennent s'ajouter et empirer la misère dans laquelle se trouve la plongée la grande partie de la population.

Face à ce tableau, déjà sombre de la situation politico-économique, la recherche de la voie de sortie devient un impératif pour tout congolais épris de patriotisme. C'est dans ce cadre que s'inscrit cette recherche dont le fondement est

philosophique. Nous considérons que la question de la crise en R.D.C. est tributaire d'un manque criant d'un engagement politique réaliste qui consisterait chez les dirigeants en une culture d'un véritable sens de service et d'honneur. Il s'agit pour eux de considérer le pouvoir, non comme une carrière mais bien comme un mandat à exercer en faveur du bien commun des Citoyens. Chez les citoyens administrés, de s'engager avec courage, sans complaisance ni fanatisme à combattre les violations de leurs droits. Chez les puissances internationales, d'accompagner les processus démocratique en cours tout en tenant compte du fait que les Congolais sont à mesure de prendre leur situation en main. Ainsi, elles éviteront de s'imposer dans la vie politique en R.D.C.

MOTS-CLEFS: Ethique, politique, paix, RDC.

1 INTRODUCTION

Cinq décennies après l'accession de la République Démocratique du Congo à l'indépendance, l'unanimité est encore loin d'être atteinte sur l'engagement politique du congolais. Qu'il s'agisse du dirigeant (malheureusement) ou du citoyen administré, le tâtonnement n'est pas à démontrer dans l'action politique en R.D.C. Les conséquences, en général néfastes, sont entre autre chez le dirigeant, la crainte de l'avenir, l'instabilité des actions et le recours constant aux antivaleurs comme le mensonge, la corruption, le détournement des deniers publics, les promesses irréalisables, etc. Du côté des administrés, ils sont victimes au quotidien d'exactions de tout genre. Pour nombre d'analystes congolais, victimes et / ou complices, la source de cet état de chose est un problème d'hommes.

Le congolais d'aujourd'hui se trouve bien embarrassé et se sent mal loti chez lui. De nos jours, certains Congolais nantis optent d'envoyer leurs enfants en Occident comme pour leur épargner le sort malheureux qu'ils ont eux-mêmes eu de naître dans ce pays. Mais au fait, quelle serait la véritable source de la crise politique en R.D.C. ? Cette crise, relève-t-elle d'une fatalité historique? Quelles en seraient les voies de sortie et à quelle prix?

2 MATERIELS ET METHODES

Dans cette étude, nous voulons passer en revue quelques aspects de l'engagement politique à la lumière des considérations éthiques de certains philosophes et autres penseurs occidentaux et locaux qui se sont intéressés aux problèmes éthiques d'un côté, et aux problèmes de la République Démocratique du Congo de l'autre, car c'est « *la recherche continue de 'ce par quoi' les choses sont qui explique la grandeur de l'homme et justifie sa place au sommet de la hiérarchie des êtres vivants. Qu'elle assume une forme rationnelle ou symbolique, logique ou analogique, l'appréhension de la réalité dans sa globalité est propre à l'homme et fait de lui un philosophe naturel* » [1].

Ce travail pourra porter une lumière sur le propos parfois trop pessimistes ou trop optimistes au sujet de la politique de la R.D.C. en proie à une instabilité politique honteuse. Mes hypothèses sont d'abord que la source de la crise politique congolaise serait dans le manque d'un principe éthique chez les dirigeants et chez les citoyens, ensuite que cette crise ne relèverait jamais d'une fatalité ni temporelle ni spatiale, et enfin que l'issue est envisageable ne serait-ce qu'au prix d'un véritable engagement politique basé sur des valeurs éthiques de service et d'honneur.

A ce niveau, il est clair que cette étude se veut préciser la priorité de l'éthique sur les actions politiques. De même que le dirigeant qui ne se guide pas par des principes éthiques ne saura donc pas sortir le pays du marasme politique, économique et social ; de même, le citoyen administré qui ne se laisse pas guider par l'éthique ne saura pas mieux réaliser ses devoirs de citoyen et exiger ses droits.

3 RESULTATS ET DISCUSSION

3.1 CHAPITRE I L'ETHIQUE COMME BASE DE L'ACTION POLITIQUE

Parmi les meilleures définitions de l'homme sur base desquelles se fondent l'éthique et la politique, se trouve en place de choix celle d'Aristote qui présente l'homme comme un « *animal essentiellement social* » [2]. L'homme ne peut pas vivre en dehors de la société, « *car aucun ne peut se suffire à lui-même* » [2]. Toutefois, le « vivre ensemble » ne va pas de soi, étant donné les caractères et les intérêts qui divergent d'un individu à l'autre. C'est pour faire bien vivre ensemble des individus différents que l'éthique se déploie dans toutes ses ramifications et tente de s'adapter à toutes les activités humaines, à la politique en l'occurrence.

Dans cette optique, André LALANDE définit l'éthique comme « *une science ayant pour objet le jugement d'appréciation en tant qu'il s'applique à la distinction du bien et du mal* » [3]. Hors mises toutes les spéculations techniques, le bien est à faire et le mal à éviter. En politique, poursuit l'auteur sus évoqué mais citant Diderot, « *l'éthique a deux objets principaux: la culture de la nature intelligente et l'institution du peuple* » [3]. Pour M. SAVADOGO, l'éthique telle qu'elle est conçue par les auteurs contemporains, ne considère plus la notion du bien vu la relativité de valeurs. Cette notion est remplacée chez HABERMAS et APPEL par la notion du juste. Contrairement au bien, « *le juste ne désigne pas un idéal déterminé, une attitude ou une conduite en soi, mais la manière selon laquelle l'attitude ou la manière est approuvée, la procédure au terme de laquelle une entreprise est acceptée* » [4]. Cette éthique chère à HABERMAS, à APPEL et à laquelle SAVADOGO adhère sans restriction n'impose pas un modèle à suivre par l'homme, plutôt « *elle propose tout au plus d'explicitier les dispositions morales exigées pour qu'une discussion débouche sur un consensus, telles que la sincérité, l'impartialité ou la fiabilité* ». [4]

Toutes ces notions définitionnelles mettent en nu la corrélation entre l'éthique et la politique, elles prônent la préséance de l'action éthique sur l'action politique. Dans la politique congolaise, les valeurs morales susceptibles de constituer une base éthique sont de nos jours très rares. Bien des auteurs qui s'intéressent à la politique de la R.D.C. se plaignent de la crise éthique et en dénoncent en vain les méfaits. Cette crise qui frappe autant les dirigeants que les citoyens administrés, est entretenue par les uns et les autres. Les dirigeants au lieu de reconnaître leur responsabilité dans cette crise et chercher les voies de sorties, se complaisent dans la jouissance matérielle et conservation du pouvoir. Les dirigés quant à eux, dans l'attente perpétuelle de bons jours, certains maudissent au quotidien le sort et se complaisent dans l'attentisme. D'autres, tentant d'y remédier, usent aussi des moyens qui ne font que prolonger ce cycle de misère, multipliant ainsi les plaintes. Dans ce souci d'élucider la question éthique dans la politique en R.D.C., je voudrais à travers cette étude analyser, à la lumière des considérations éthiques, la part de l'un après l'autre des personnages impliqués dans cette crise récurrente, à savoir les dirigeants d'un côté, le peuple administré de l'autre et enfin la part des intervenants extérieurs.

3.1.1 LES DIRIGEANTS ET LA CRISE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

La paix dans tout pays est tributaire d'une cohabitation pacifique entre les dirigeants eux-mêmes à tous les niveaux, entre les dirigeants et le peuple, et de genre des relations avec l'extérieur (entendez ici les autres nations et les organisations régionales et internationales). S'agissant de la République Démocratique du Congo, les chercheurs sont en grande partie plaintifs sur l'incapacité morale du dirigeant politique congolais. Il suffit pour s'en convaincre la véracité, de lire quelques écrits des chercheurs : « *Les dirigeants congolais ont presque volontairement choisi de vivre en marge de l'universel, c'est-à-dire en dehors de la raison et donc loin de la morale. La conséquence directe de ce comportement politiquement désobligeant et aberrant est de voir les hommes politiques, de leur accession au pouvoir, se mettre au centre de leurs actions. Ils se sont spécialisés dans la culture d'amasser le produit du travail social* » [5]. En plus de l'individualisme dénoncé dans cet extrait, l'auteur de l'article cité décrie les violences dont les dirigeants sont à la base et finit par qualifier ceux-ci, en paraphrasant E. Weil, de « *naturel et brut* ». Certes que je ne partage pas totalement les affirmations de l'auteur de l'article cité, seulement à cause des généralisations y contenues, mais les faits affirmés ne sont nullement inventés. Je considère de ma part que la responsabilité est partagée entre les dirigeants et les dirigés. Dans le même angle d'idée que J.C. KAKULE, J.NYEMBO critique chez les dirigeants congolais « *le non-respect des engagements* » et finit par dénoncer chez eux ce qu'il appelle « *leur politique du ventre* » [9]. Le prof J. DJOLI, relève chez l'élite congolaise « *une faiblesse de la structure organisationnelle et programmatique des partis politiques, qui sont créés et animés avant tout comme des fiefs au service d'individus ou d'un clan* ». [7] T. KAFARHIRE est encore plus touchant quant à ses observations sur la vie politique du dirigeant congolais, aussi observe-t-il : « *Il est choquant de constater la fracture sociale entre le peuple et ses gouvernants.(...) Tandis que l'école est trahie, que le concept de la démocratie se vide de son contenu, et que la participation politique devient synonyme du 'self service', les cris de douleur, les appels au secours, et les gesticulation de toute une génération des Congolais clochardisés qui, malgré tout adorent encore leurs dirigeants, accentuent cette rupture politique. Les parlementaires sensés plaider la cause du peuple discutent leurs émoluments alors qu'ils sont les seuls à avoir un salaire mensuel capable de faire fonctionner une école du village* ». [8].

A ne considérer que cette revue sommaire de ces quelques chercheurs, tous congolais, on peut se poser la question de la qualité morale de l'intellectuel ou mieux du dirigeant congolais. En effet, je ne suis pas le premier à poser cette question. D'autres, bien avant moi, ont tenté d'y répondre. Parmi eux, Le Professeur NGOMA BINDA est très suggestif. Pour lui, un intellectuel doit faire preuve de transcendance, de réflexion critique, de clairvoyance et de vertu. Chez cet éminent philosophe congolais, il n'y a pas en un intellectuel de séparation entre l'aspect intellectuel et l'aspect moral. Un intellectuel réunit en lui, et cela concomitamment, l'intellect et l'éthique. Voici, pour plus d'authenticité, les mots du Professeur NGOMA BINDA : « *Un intellectuel est une personne bien formée et en même temps faisant preuve d'une capacité de transcendance, de réflexion critique, de pensée prospective globalisante (...) c'est une personnalité à la fois clairvoyante et vertueuse, sage, d'un niveau largement au dessus de la moyenne, de préférence formée au plus haut niveau académique* » [9]. S'agissant du rôle de

cet intellectuel dans la vie de la société, il faut dire que c'est justement à lui qu'il revient de conduire le peuple vers sa véritable destinée, son bonheur. Malheureusement, pour le cas de la R.D.C., à en croire le Professeur ci-haut cité, « *nombre de ces intellectuels universitaires ont trahi ou largement délaissé leur vocation essentielle (...) Ils ont renoncé à être des sages créateurs du monde* » [9]. Ce regret du Professeur fait penser à un genre d'intellectuel que Paulin MANUELO nomme « *intellectuel organique* » parce qu'il se met au service de l'homme politique juste pour sa survie : « *Un intellectuel qui fait alliance avec le pouvoir politique en place. Ici, l'intellectuel est thuriféraire de l'homme politique. Sa pensée est au service de l'idéologie au pouvoir. L'exercice de son intelligence est circonscrit dans les limites tracées par le pouvoir en vigueur. Il est collaborateur fidèle de l'homme politique, qui en retour, lui assure la survie matérielle et d'autres privilèges liés au pouvoir dans la société* » [10].

Eu égard à toutes ces considérations faisant de manière étroite de l'intellectuel Congolais ou plus précisément du dirigeant congolais le principal acteur de la crise en R.D.C., il s'impose le fait que les victimes puissent chercher la voie de sortie. Cela exige un engagement sans complaisance de la part des victimes. Etant donné que toute lutte pour la paix se veut non violente, le peuple doit être en mesure d'une telle capacité de s'engager dans une lutte sans violence. Mais lorsqu'on observe la passivité dans laquelle s'enlise le peuple Congolais devant l'activisme malveillant de certains dirigeants, il devient très aisé de situer la place du peuple Congolais dans la crise quasiment intégrale dans laquelle continue de se vautrer au quotidien cette géante république au centre de l'Afrique. Dans le point suivant, je vais m'atteler à relever quelques indices de la responsabilité du peuple Congolais dans la vie politique de la R.D.C. tout en m'appuyant sur des témoignages des autres penseurs qui ont abordé la même question avec autant d'intérêt que moi.

Le peuple Congolais, depuis l'indépendance jusqu'à nos jours, vit des affres et des violences indescriptibles de leurs droits à en croire différents rapports (souvent contestés par le gouvernement de la R.D.C.) des ONG des défenseurs des droits humains. Face à cet état de chose, le peuple accuse les dirigeants d'être peu soucieux de son sort. Les dirigeants de leur côté y répondent par le silence ou par les promesses souvent non réalisables. Entre temps, la vie du peuple ne fait qu'empirer du jour au lendemain et les dirigeants prospèrent aux yeux naïfs du peuple toujours en attente du changement. S'agit-il là de l'ignorance de la part du peuple ou du moins d'une complicité? Qu'attendre du peuple pour l'amélioration de la crise en République démocratique du Congo ?

Le postulat de l'ignorance des droits de la part de la population ne peut en aucun cas justifier son inertie face aux violations en répétition des droits humains observées en République démocratique du Congo. En effet, certains droits sont naturels qu'ils n'ont même pas besoin d'être expliqués à quelqu'un. Point n'est besoin, par exemple d'expliquer à un travailleur que son travail doit être rémunéré. Ce qu'il conviendrait de dénoncer chez le peuple congolais, et c'est peut-être ce qui aggrave sa complicité, c'est le manque du courage. Après la prise de conscience, le peuple Congolais est invité à sortir de son inaction pour transformer sa situation. Mais observe J.RUSS : « *Les hommes par manque de courage, préfèrent la dépendance* » [11]. Après cette observation, le même auteur cite E. KANT qui longtemps avait fait la même observation en des termes presque similaires: « *La paresse et la lâcheté sont les causes qui expliquent qu'un si grand nombre d'hommes, après que la nature les ait affranchis depuis longtemps d'une direction étrangère, restent cependant volontiers, leur vie durant, mineurs et qu'il soit si facile à d'autres de se poser en tuteurs des premiers* » [11]. A dire vrai, l'attitude du peuple congolais devant l'oppression dont il est victime est semblable à celui de l'homme que Jean-Paul SARTRE appelle « *un lâche* », un homme qui nie sa liberté. Néanmoins la prise de conscience de la responsabilité politique du peuple s'est fait sentir plus particulièrement le 31 octobre 2014 lorsque le soulèvement populaire a fait partir le président burkinabais Monsieur Blaise COMPAORE, le peuple congolais s'est senti interpellé à telle enseigne que certaines autorités se sont trouvés obliger d'expliquer sur les médias la possibilité ou l'impossibilité d'une action semblable en R.D.C. Ce qui a été curieux à ce moment était de constater qu'après un mois de ces événements du Burkina-Faso, le Président congolais Joseph KABILA a rendu publique le gouvernement de cohésion nationale longtemps promis par lui et impatientement attendu par les citoyens. Tout s'est passé comme si les événements burkinabais influençaient la proclamation du gouvernement de la R.D.C., réalité ou apparence ? Ni l'une ni l'autre mais du moins heureuse coïncidence pour ceux qui attendaient ce gouvernement.

Ce qu'il faut attendre du peuple congolais dans la résolution de la crise actuelle en R.D.C. c'est « *une prise de conscience active* » qui doit se manifester par un engagement sans complaisance et une détermination sans faille à changer sa situation. Il s'agit pour le peuple de comprendre d'abord que le changement ne viendra que de lui, comme l'a bien signifié ALOYS SHANYUNGU aux Congolais pendant la transition. Pour ce prêtre catholique, « *le salut ne viendra pas d'ailleurs (...) assumez vos responsabilités* » [12], de comprendre ensuite que le pays est un bien commun et que comme tel, il doit profiter à tous. Ces convictions doivent porter le Congolais à s'engager à combattre toute attitude qui ne s'inscrit pas dans la logique de l'unité nationale. Alors, il ne resterait qu'à s'occuper des interventions de l'extérieur dans le conflit dont l'implication constitue la substance du sous point suivant.

3.1.2 DE L'INTERVENTION ETRANGERE DANS LA CRISE CONGOLAISE

La R.D.C. comme tout autre pays dans le monde actuel, est ouvert à l'extérieur. Elle est membre de l'ONU, elle a signé des traités avec d'autres communautés internationales ou interrégionales. Les grandes puissances ont les yeux ouverts sur la R.D.C. A ce niveau nous voulons montrer à la lumière des acteurs sociaux, la part considérable de l'extérieur dans la crise actuelle en R.D.C.

En effet en R.D.C., les organisations internationales interviennent remarquablement dans tous les secteurs de la vie nationale. Cependant beaucoup d'acteurs sociaux et/ou politiques les pointent du doigt dans la crise actuelle. Certains le font directement d'autre indirectement. Parmi ceux-là qui ont su crier si haut, nous mentionnons Madame Vénantie BISIMWA NABINTU qui lors de la cérémonie de l'octroi de son titre de docteur honoris causa à l'Université Catholique de Louvain déclara ce qui suit : « *L'instabilité en République Démocratique du Congo repose sur la stratégie de priver le pays des dirigeants responsables. A son avènement au pouvoir, tout président ou premier ministre Congolais est placé devant un choix, celui de servir les puissances impérialistes, d'un coté et celui de servir son peuple de l'autre. Ceux qui ont privilégié l'intérêt du peuple ont été assassinés. Ceux qui sont devenus dictateurs et ont bafoué les intérêts du peuple ont mal fini* » [13].

Ce qui aggrave l'ingérence des puissances impérialistes sur la politique de la R.D.C., c'est la dépendance économique dont les indices ne sont pas à démontrer. L'indépendance politique est inconcevable dans une situation de grande dépendance économique, ainsi tant que la R.D.C. aura toujours la main tendu vers l'Occident, et bien, elle ne saura jamais s'émanciper de l'emprise de ce dernier. En effet, l'expérience montre que la main qui donne est au-dessus de celle qui reçoit.

Actuellement, il s'observe à plusieurs reprises une discorde entre les rapports des ONG internationales et les discours des dirigeants quant à ce qui est des bilans macabres des violences en R.D.C. Les dirigeants reprochent les internationaux d'exagérer les chiffres comme si ces premiers craignaient que la vérité soit révélée au monde. Quoi qu'il en soit, la vérité en est que les puissances internationales ont leur intérêt économique dans l'instabilité politique en R.D.C.

En définitive, l'analyse de l'implication des dirigeants, celle des citoyens et celle des puissances internationales dans la crise en R.D.C. nous permet de relever des failles d'ordre éthique aux degrés suivants:

- 1° Chez les dirigeants : un manque du véritable sens de service chez certains dans l'exercice de la politique. Nombreux d'entre eux se contentent de conserver le pouvoir au mépris des valeurs éthiques et finissent par exercer le pouvoir pour le pouvoir.
- 2° Chez les administrés : une lâcheté et une paresse devant l'oppression. Au lieu de changer les choses, le peuple Congolais continue à attendre le changement.
- 3° Chez les puissances internationales : le souci de maintenir leur puissance sur les richesses de la R.D.C. sous forme d'aide ou d'arbitrage dans le conflit.

Dans cette condition de vie, il est difficile voire impossible d'asseoir une véritable démocratie et la paix dans le pays. Il faut par conséquent un engagement politique réaliste c'est-à-dire basée sur des valeurs éthiques.

3.2 CHAPITRE II : POUR UN ENGAGEMENT POLITIQUE REALISTE

La politique comme art et pratique du gouvernement des états, consiste pour Hannah ARENDT en « *un agir ensemble* » ; pour Julien FREUND, c'est « *le bien commun* » qui est le but de la politique. Pour promouvoir le bien commun, il faut absolument agir ensemble. C'est pourquoi l'éthique de la discussion est à mon sens la mieux indiquée pour réussir cette vie d'agir ensemble. Pour arriver à une discussion fiable, nous proposons ici d'analyser le sens du service dans l'engagement politique et la réintégration de l'honneur.

3.2.1 LE SENS DU SERVICE DANS L'ENGAGEMENT POLITIQUE

L'exercice des tâches politiques est un exercice sacré. De par son caractère représentatif du peuple, il a un caractère symbolique. C'est entre autre raison pour laquelle cet exercice n'est pas du tout une carrière mais un service. C'est dans ce sens qu'on peut dire qu'en démocratie, on ne fait pas carrière de chef d'Etat, de ministre, de député, de gouverneur, de bourgmestre...En démocratie, nul n'est irremplaçable à un poste. La R.D.C. étant un pays démocratique, peut-t-on dire que les charges politiques y sont exercées comme des services ou comme des carrières. Qu'es-ce qui est à la base des visées carriéristes remarquables chez nombre d'hommes politiques Congolais ?

En effet, depuis l'indépendance, il est étonnant du moins pour la R.D.C. de voir que les gens qui ont goûté la politique, même s'ils ne sont plus appréciés positivement ne veulent pas du tout renoncer au pouvoir. Alors on entend les mêmes

noms tous les temps comme s'il n'y aurait pas d'autres citoyens aptes et crédibles. D'autres se font remplacer par leurs enfants qu'ils ont pris le soin de bien préparer ou pas pour cette fin. C'est ce phénomène « démocratocide » que le professeur NGOMA BINDA appelle le « *dauphinage génétique* ». D'une part, il y a dans cette tendance un souci de continuer à diriger et d'autre part une expression évidente de la sous-estimation des autres citoyens jugés incapable de mieux faire.

Il y a lieu de s'interroger sur l'origine de cette attitude dans le chef des dirigeants en R.D.C. La notion primordiale qu'il convient de signaler comme étant à la base de ce comportement aussi désobligeant est l'absence de la vérité. En effet, c'est de Gabriel MARCEL que nous tenons que le service est étroitement lié à la vérité : « *Servir dans tout le sens valable de ce mot, cela veut dire servir la vérité.* » [14]. Ainsi la première origine de la perte du sens du service en politique en R.D.C. est le mensonge. Certains hommes politiques ont brillé par le mensonge au point que dans certaines langues locales¹ de la R.D.C., le terme politique signifie mensonge. Ce mensonge se remarque même dans les petites choses bien prévisibles comme les rendez-vous publics des autorités avec le peuple. Au Congo, lorsqu'une autorité politique fixe un rendez-vous au peuple, celui-ci ne s'impatiente pas d'attendre parce que l'autorité est convaincu qu'on doit toujours l'attendre, alors après quelques heures de retard l'autorité peut apparaître et remercier le peuple d'avoir attendu pendant quelques minutes. Un autre lieu où se déploie le mensonge dans la politique Congolaise est le domaine des promesses. Dans notre pays, les hommes politiques conscients de la misère du peuple ont choisi de le nourrir des vaines promesses. En effet, c'est surtout pendant les campagnes électorales que les promesses constituent l'argument fort. On dirait qu'à ce moment n'importe qui promet n'importe quoi. Malheureusement à la fin du mandat, la même personne se présente devant le même peuple avec le même discours seulement avec une petite nuance selon laquelle il a eu peu de temps pour réaliser ses prévisions. L'on se demande si la prévision ne tenait pas compte du temps qui lui était imparti.

Sous d'autres cieux, le mensonge a servi les dirigeants à régné sur des peuples et à les soumettre à une vie misérable. Il n'y a pas manqué pourtant des penseurs avertis pour dénoncer cette antivaleur politique qu'est le mensonge. C'est dans ce sens que s'entend cette observation de Hannah ARENDT : « *Les mensonges ont toujours été considérés comme des outils nécessaires et légitimes, non seulement du métier des politiciens ou des démagogues, mais aussi de celui d'homme d'Etat* » [15]. Néanmoins le mensonge n'est pas durable, il a sa fin et une fin malheureuse. La vérité quant à elle, à en croire l'auteur de *La crise de la culture*, demeure « *ce que l'on ne peut pas changer, métaphoriquement, elle est le sol sur lequel nous nous tenons et le ciel qui s'étend au dessus de nous* » [15]. Quel que soit le degré que le mensonge atteint en politique, la vérité finit par se révéler et les hommes politiques qui se font fortune dans le mensonge finissent dans la plupart de temps très mal.

A part le mensonge comme perte du sens du service en politique, nous avons plus haut mentionné le souci de s'enrichir et de mener une vie d'opulence. En effet, en R.D.C. il n'y a pas une autre activité qui paie mieux que la politique. Ainsi, un diplômé d'études secondaires qui a de l'argent pour se faire une popularité et qui parvient à être élu député, aura un salaire pouvant payer trois professeurs d'université par mois.

Au mensonge, au souci de la fortune, il convient de mentionner aussi parmi les entraves au sens du service dans l'agir politique en R.D.C., la conception traditionnelle du pouvoir qui continue à caractériser de nos jours un grand nombre des dirigeants Congolais. En effet, je peux affirmer sans aucun doute d'être contredit, que nous avons noué avec la démocratie sans dénouer avec certaines conceptions traditionnelles anti-démocratiques. En R.D.C., les autorités n'ont jamais cessé de se comporter comme des chefs traditionnels et malheureusement le peuple n'a non plus cessé de les considérer comme tels. Il suffit d'entendre certaines autorités s'adresser au peuple pour sentir à quel point elles incarnent les chefs traditionnels. Certains arrivent à inviter le peuple à applaudir leur propos parfois incohérents. Le peuple lui-même prête son flanc à cette attitude politicienne en gavant les dirigeants des titres, tantôt par admiration excessive, tantôt par fanatisme frisant la mendicité. C'est ce qui fait que lorsque le citoyen Congolais parle de ses dirigeants, il fait précéder la fonction de ceux-ci par une multitude des titres constituant une sorte de litanie apologétique. On entend, par exemple dire « Son Excellence Monsieur Le Gouverneur de la Province », « Son Excellence Monsieur l'Honorable Député »... ce qui blesse davantage, c'est de voir que les gens qui s'adonnent à ce genre de « *titrolâtrie* »² sont des personnes sensées très bien informées de la juste valeur du pouvoir dans un régime démocratique. Pareille considération ne permet pas aux dirigeants congolais de mesurer le poids de leur devoir envers leur peuple. Ils se contentent alors de savourer les délices que leur offre le pouvoir et de fomenter des stratégies de se perpétuer indéfiniment au pouvoir avec ou contre le gré du peuple.

¹ A Bukavu, dire à quelqu'un en swahili « *unafanya politike* : tu fais la politique » signifie tu es en train de mentir.

² « *Titrolâtrie* » : Concept que je forge pour désigner un culte excessif du titre.

Tout cet état de chose est aussi favorisé par le peuple qui, malgré la médiocrité de la vie qu'il mène et le constat permanent de la gestion chaotique de la chose publique, ne s'empêche d'applaudir les autorités au nom des intérêts personnels et/ou des affinités d'ordre ethniques ou idéologiques. L'on entend souvent des Congolais, parlant de leurs dirigeants politiques, affirmer sans vergogne : « *quand même il ne travaille pas bien, nous voulons qu'il reste là parce qu'il est de nous, peut-être un jour il se souviendra de nous* ». D'autres affirmations de ce genre sont légions dans le peuple subordonnant ainsi l'idéal démocratique à des considérations sentimentales.

Ceci étant, l'engagement politique en R.D.C., loin d'être un véritable service pour la promotion du bien commun, est devenu une carrière où l'on se fait une vie au-delà de la mêlée. Le dirigeant Congolais se doit, à tout prix, de réintégrer son honneur pour atteindre l'idéal de la démocratie qui n'est rien d'autre que la paix par la promotion du bien commun.

3.2.2 REINTEGRER L'HONNEUR POUR LA PAIX EN R.D.C.

Il est clair que face à un engagement politique non démocratique comme celui que nous venons de décrire, l'homme politique et dirigeant congolais perd son honneur. Il lui faut par conséquent restaurer son honneur. De même le peuple congolais doit réintégrer son honneur. Pour G. MARCEL, quand il s'agit de l'honneur, « *ce qui est radicalement exclu, c'est tout ce qui est de l'ordre de la complaisance, de la flatterie et aussi de l'équivoque, pour autant qu'un esprit pervers peut être amené à la cultiver. Je dirais, poursuit Marcel, que l'honneur est lié à la parole, au fait de n'avoir qu'une seule parole* ». [14]. Le Professeur NGOMA BINDA, dans le même ordre d'idée, subordonne la réussite d'un Etat de droit au respect des textes et de la parole donnée. [25]. Le dirigeant doit tenir compte de son rôle de leader et comme tel, il doit tenir à son honneur. En effet, un dirigeant doit être un véritable leader. Mais quand il s'agit de la R.D.C., « *le pessimisme coïncide avec le bon sens* » [17], du moins à en croire Collette BRAECKMAN. En tout cas, on déplore l'absence du leadership en R.D.C. et pourtant, sans leadership, il est absurde d'espérer à une paix durable. Un leader se caractérise par des qualités, il ne suffit pas de détenir une parcelle de pouvoir pour se targuer d'être leader. Et malheureusement, il y a une confusion qui plane sur des esprits en R.D.C. assimilant en toute conscience l'élite au leader. Je ne veux pas partager cette confusion. Par contre, je préfère partager la position de MUTOY MUBIALA lorsqu'il affirme : « *Une personne bien formée scientifiquement et techniquement placée à un poste de leadership est condamné à échouer s'il ne possède pas les qualités d'un leadership* » [18]. Ces qualités varient d'un penseur à l'autre. Pour M. MOBIALA, elles sont au nombre de cinq : « *L'enthousiasme, l'intégrité, l'objectivité, l'humanisme et l'humilité* » [18]. Le professeur Giavira MUSHIZI exige davantage de qualités aux leaders. Pour lui, un leader est « *un individu qui fait prendre à une société ou une communauté donnée une direction bonne, épanouissante, améliorée. Cette direction va de l'oppression à la liberté, de l'égoïsme à la justice, de la brutalité et la guerre à la paix, de la misère à la prospérité, de l'ignorance à la connaissance,...* » [19]. Ce professeur dont l'expérience politique tant théorique que pratique est bien avérée, voudrait que le leader soit « *un homme à qui l'humilité n'enlève rien à la clairvoyance et au courage* » [19]. Ces qualités permettront au leader d'être démocratique. Un leader démocratique est celui qui sait déléguer son pouvoir (décentralisation), qui fait confiance dans ces collaborateurs, qui coordonne les énergies en vue du meilleur résultat, qui n'impose pas ses idées, mais encourage la créativité, l'initiative, l'ingéniosité et la collaboration. Un autre aspect auquel le professeur sus mentionné met l'accent sur la vie du leader est « *la gestion de sa propre vie* ». En effet, beaucoup d'échecs remarqués chez les leaders peuvent être attribués abusivement à l'une ou l'autre faille morale et pourtant ils pourraient bien être les symptômes visibles d'une faillite personnelle plus profonde. Un leader doit être un citoyen intègre dont l'histoire n'est pas du tout plein d'événements monstrueux. C'est doit être un homme digne de confiance, celui qui est supposé agir loyalement et honnêtement envers la communauté qu'il conduit. Ici ce n'est pas la capacité de convaincre par l'éloquence qui est recherchée ; mais le témoignage de sa vie.

Le leader prôné par le professeur Giavira MUSHIZI est semblable à l'homme vertueux d'Aristote, il pratique la vertu du juste milieu. Pas d'excès dans la vie du leader : « *Le leader doit savoir être gentil sans être léger, tolérant sans être laxiste, collaborant sans être vulgaire, sévère sans être méchant, blagueur sans être terre à terre* » [19]. A ces qualités du leader, le Prof Giavira MUSHIZI oppose deux défauts principaux : « *Le comportement des prétentieux et celui des aveugles* » [19]. Le comportement du prétentieux consiste à s'improviser dans la gestion de la chose tout en sachant qu'on n'a aucun charisme. Des leaders de cette nature finissent toujours par abuser et décevoir. Le comportement des leaders aveugles consiste à se tromper soi-même. Des leaders pareils finissent par conduire ceux qui les suivent dans un trou.

L'honneur dans l'engagement politique est le résultat des responsabilités assumées avec pertinence. Cela exige que les dirigeants écartent des antivaleurs dans leurs actions. A ce niveau, le Prof ci-haut cité lie l'absence du leadership en R.D.C. à trois vices à savoir « *la lâcheté, l'égoïsme et la peur* » [19]. Tous ces vices ne sont pas pourtant inchangeables, les dirigeants sont capables chacun à son niveau de les combattre. Il suffit que les dirigeants cultivent en eux le sens de l'honneur. Penser une démocratie sur base d'une absence des principes éthiques c'est se condamner à se tromper soi-même. La démocratie étant un régime basé essentiellement sur des valeurs, l'irrespect des valeurs et la banalisation des autres qui continuent à s'observer en R.D.C. constituent un véritable défi interpellant les dirigeants de ce pays. Ceux-ci devront avoir clair à l'esprit

que comme l'a su bien signifier MENDO ZE, « *Nul ne peut se réaliser pleinement s'il ne considère l'humanité en lui et autour de lui comme un bien inestimable dont il faut user sans abuser et qu'il importe de respecter(...)* C'est une contrainte de progrès et un impératif de changement » [20]. La reconnaissance de l'humanité de l'autre est une exigence incontournable dans la consolidation de la démocratie. Le dirigeant démocrate doit s'imprégner au plus haut niveau de cette réalité. La reconnaissance de l'humanité de l'autre suppose impérativement la conviction que l'autre détient la même liberté et les mêmes droits que moi. Il ne s'agit pas que le dirigeant cherche à diriger seulement des gens qui se soumettent à lui, mais aussi des gens qui ne se soumettent pas.

Cet impératif de cohabitation entre des êtres différents exige du dirigeant en démocratie une nouvelle valeur éthique, celle de la tolérance. Les raisons de la tolérance sont d'ordre non seulement politique mais aussi éthique. KARL POPPER y a consacré un ouvrage dans lequel il montre que toute la sagesse tant du scientifique que celle du dirigeant se trouve dans la tolérance. C'est pourquoi il a considéré *l'éthique de la tolérance* [21] comme étant la nouvelle éthique.

Il ne serait pas superflu de rappeler à ce niveau de la réflexion que la démocratie est un régime où le peuple est le détenteur du pouvoir qu'il lègue aux dirigeants. Ceux-ci l'exercent par mandat. Voilà qui fait que les dirigeants Congolais engagés pour la paix devrait comprendre, comme le dit bien ALAIN TOURAINÉ que « *La démocratie n'est nécessaire que s'il s'agit de faire vivre ensemble des individus et des groupes à la fois différents et semblable, qui appartiennent au même ensemble en même temps qu'ils se différencient des autres et même s'oppose à eux* » [22]. Telle est la vision réelle et réaliste d'une démocratie en R.D.C. où les diversités sont remarquables en tout, y compris même dans la gestion de la chose publique. L'honneur chez les dirigeants en R.D.C. semble être le cadet des soucis au profit des intérêts en grande partie personnels, et c'est ce qui met la démocratie Congolaise en débâcle.

4 EN GUISE DE CONCLUSION

Parvenu au terme de cette réflexion, il me faut préciser certaines articulations dont elle est constituée. Il s'agit de la question politique envisagée sous l'aspect éthique et dont le cas d'espèce est la République démocratique du Congo. Pour que la démocratie génère la paix et le développement, elle doit être basée sur les valeurs éthiques. De nos jours, la vie semble intenable dans cette grande république pourtant réputée riche en potentiels naturels. Les dirigeants ainsi que les citoyens dirigés vivent chacun dans l'incertitude du lendemain. Nul ne semble rassuré.

Face à cette vie de précarité, chaque côté jette la balle dans le camp de l'autre. De ma part, la responsabilité de la crise en R.D.C. incombe au manque criant d'un engagement politique éthique réaliste de la part des dirigeants d'un côté, de la part des citoyens de l'autre et, enfin, de la part des puissances internationales. Il faut pour chacun un engagement politique éthique réaliste.

En quoi consiste, à en croire cette réflexion, un engagement politique éthique réaliste pour les uns comme pour les autres?

Disons d'abord qu'un engagement politique éthique réaliste se base sur le sens du service et la réintégration de l'honneur.

Pour les dirigeants, il consiste en une culture d'un véritable sens de service et de l'honneur. Il s'agit précisément de considérer le pouvoir non comme une carrière mais bien comme un mandat. C'est dans cet esprit que l'alternance ne serait plus perçue ni comme une déchéance ni comme une incapacité de bien faire mais comme une occasion de donner aux autres citoyens l'occasion de servir à leur tour. Ainsi nos dirigeants éviteront d'être qualifiés *de dinosaure* [23] par des étrangers comme c'est fut le cas pour certains anciens dirigeants dont la mémoire est quasi triste.

Pour les citoyens administrés, l'engagement politique éthique réaliste consiste en un courage héroïque de combattre les injustices d'où qu'elles viennent. Les citoyens doivent être exigeants à l'égard de leurs dirigeants. Cela ne peut être possible que si le peuple est bien éduqué en matière de la politique. A ce niveau, l'éducation politique de la population est un impératif capital.

Pour les puissances internationales, il s'agit de cesser de considérer la R.D.C. comme un éternel assisté, comprendre que les congolais peuvent décoller de leur ails et qu'ils peuvent eux-mêmes arbitrer leurs différends.

REFERENCES

- [1] A, CISHUGI, « "Philosophe" ami de la sagesse » in *Recherches africaines*, (Noël 2009), n° 25-26, P.P.199-207.
- [2] ARISTOTE, *La politique*, présenté et annoté par MARCEL PRELOT, Genève, Edition Gonthier, 1964.
- [3] LALANDE, A, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, Vol I A- M, Paris, P.U.F. 1993.
- [4] SAVADOGO, M, *Pour une éthique de l'engagement*, Presse universitaire de Namur, 2007.
- [5] J.C., KAKULE, « La politique de la R.D.C. au crible des principes de l'action raisonnable : A l'école d'Eric WEIL » in *Recherches Africaines*, (oct. - déc. 2013), P.P.261-277.
- [6] J, NYEMBO, (S.J.) « Perspective de paix et de sécurité en R.D.C. » in *Congo-Afrique*, (Déc.2010), n°450, P.P. 841-848.
- [7] J, DJOLI, « Les partis politiques dans l'évolution politique et constitutionnelle congolaise de 1960 à 2010 Au cœur de la crise existentielle de l'Etat » in *Congo-Afrique* (sept 2010), n°447, P.P.593-618.
- [8] T, KAFARHIRE, « L'indépendance : cinquante an plus tard » in *Congo-Afrique* (mai 2010), n°445, PP417-422.
- [9] NGOMA BINDA, « La culture du respect des textes et de la parole donnée. Condition de la réussite de l'Etat droit et de la démocratie », in *Congo-Afrique*, (sept 2006), n°407, P.P. 294-309.
- [10] P, MANUELO, (S.J.) « Quel modèle d'intellectuel pour la R.D.C. » in *Congo-Afrique* (févr2010), n°442, P.P.83-84.
- [11] RUSS, J, *Les chemins de la pensée Philosophie*, Paris, Armand Colin, 1988.
- [12] A, SHANYUNGU, « Eléments d'autopsie pour une heureuse issue de la transition » in *Congo-Afrique*, (avril 2006), n° 404, P.P.98-118.
- [13] V.B, NABINTU, « Les crises, une opportunité d'innover », in *l'Africain* (février-mars 2010), N°243, P.P.15-18.
- [14] MARCEL, G, *Les hommes contre l'humain*, Paris, édition du vieux colombier, 1951.
- [15] ARENDT, H, *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1989.
- [16] NGOMA BINDA, « L'intellectuel entre liberté académique, pauvreté et responsabilité sociale » in *Congo-Afrique* (févr. 2010), n°442, P.P.115-129.
- [17] BRAECKMAN, C, *Vers la deuxième indépendance du Congo*, Kinshasa. Afrique édition 2008.
- [18] M, MUBIALA, « Un leadership effectif pour l'Afrique » in *Congo-Afrique* (juin-juillet-aout2010), n°446, P.P.521-530.
- [19] G, MUSHIZI, « Le leadership » in *La voie escarpée qui mène à la paix Actes du second séminaire de renforcement des capacités des professeurs du secondaire tenu au Lycée CIREZI du 16 au 18janvier2014*, Bukavu, édition d'IDHE, (janvier 2014),P.P.123-162.
- [20] G, MENDO ZE, « Le déficit de mentalité » in G.MENDO ZE, Dir, *20défis pour le millénaire Bâtir un nouvel humanisme*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2000, PP35-56.
- [21] POPPER, K, *Tolérance et responsabilité intellectuelle (texte intégral)* in G. CHOMIENNE, *Lire les philosophes*, Paris, Hachette, P.P.518-536.
- [22] TOURAINE, A, *Qu'est-ce que la démocratie?* Paris, Fayard, 1994.
- [23] BRAECKMAN, C, *Le dinosaure Le Zaïre de Mobutu*, Paris, Ed. Fayard, 1992.